

## L'Italie plonge dans une crise politique majeure

► La crise institutionnelle est ouverte après le refus du président italien, Sergio Mattarella, de nommer un ministre de l'économie réputé anti-euro, en se posant en garant de la Constitution

► Cette décision spectaculaire a entraîné le renoncement de Giuseppe Conte à former un gouvernement de coalition populiste entre la Ligue et le Mouvement 5 étoiles

► Luigi Di Maio, le leader du Mouvement 5 étoiles, a appelé à la destitution du président, tandis que le chef de la Ligue, Matteo Salvini, réclame un retour aux urnes des Italiens

PAGES 2-3



Le président italien, Sergio Mattarella, le 27 mai.  
FABIO FRUSTACI/ANSA/APP

**LES PETITS PATRONS ET LA LIGUE**  
Les dirigeants des PME du Nord sont sensibles à la rhétorique de l'extrême droite contre les migrants et pour le « made in Italy »  
CAHIER ÉCO - PAGE 4

### DÉBATS

**LE MOUVEMENT 5 ÉTOILES N'EST PAS ANCRÉ À GAUCHE**  
Pour l'historien Sylvain Kahn, le parti populiste emprunte à toutes les traditions idéologiques, y compris xénophobes

**RÉNOVER LA SOCIAL-DÉMOCRATIE CONTRE LE POPULISME**  
La gauche devrait proposer une mondialisation régulée, selon les économistes Jean-Luc Gaffard et Francesco Saraceno

**POURQUOI IL FAUT REVOIR LE RÈGLEMENT DE DUBLIN**  
La coalition italienne veut abolir les règles pour les migrants, mais pas pour les bonnes raisons, estime la chercheuse Marie Bassi

PAGES 20-21

### Environnement L'opposition aux éoliennes s'amplifie en France

NOMBRE d'associations locales, soutenues par la Fédération environnement durable (FED), favorable au nucléaire, multiplient les recours contre l'implantation d'éoliennes, et parviennent à repousser chaque projet de sept à

neuf ans. Le ministère de la transition écologique va supprimer un niveau de recours, ce qui pourrait faire gagner deux ans, et simplifier les procédures de renouvellement des parcs.  
PAGE 6

**ÉDITORIAL**  
**IRLANDE : UN RÉFÉRENDUM EXEMPLAIRE**  
PAGE 22

### Loi alimentation L'Assemblée nationale rejette les amendements « anti-malbouffe »

L'Assemblée nationale a refusé, dimanche 27 mai, d'inscrire dans la loi l'interdiction des publicités pour des produits alimentaires trop gras, trop sucrés ou trop salés à destination des moins de 16 ans. Le

ministre de l'agriculture, Stéphane Travert, ne souhaitant pas « inscrire des choses par trop contraignantes dans la loi », s'est opposé à un amendement d'une députée LRM. Le projet de loi « agriculture et alimentation », qui doit

être voté mercredi 30 mai, vise également à mettre un terme à la guerre des prix de la grande distribution. Les syndicats agricoles avaient exprimé de fortes réserves sur un texte jugé flou.  
CAHIER ÉCO - PAGE 8

**Municipales**  
Les Républicains et les macronistes envisagent des alliances locales  
PAGE 8

**Education**  
La révolution de velours du bac pro, pour les 700 000 élèves de la filière  
PAGE 9

**Evasion fiscale**  
Gabriel Zucman, 31 ans, prix du meilleur jeune économiste  
CAHIER ÉCO - PAGES 6-7

**DISPARITIONS**  
Pierre Hassner  
Grand théoricien des relations internationales  
PAGES 16-17

Spécialiste de philosophie politique et disciple de Raymond Aron, il a marqué la réflexion dans l'analyse géopolitique de 1945 à nos jours

**Pierre Bellemare**  
Populaire animateur de radio et de télé  
PAGE 18

Avec sa voix grave et chaleureuse, ce pionnier de l'audiovisuel a marqué des générations d'auditeurs et de spectateurs

Remarquable. Un grand film. STUDIO  
ANAS EL BAZ KATE COLEBROOK **RETOUR À BOLLENE** UN FILM DE SAÏD HAMICH  
AU CINÉMA LE 30 MAI  
Télérama nova

**LE REGARD DE PLANTU**

Un Malien escalade un immeuble pour sauver un enfant

Président  
Maire  
plantu

# Erdogan rattrapé par la crise économique

L'opinion turque s'inquiète, à moins d'un mois des élections

ISTANBUL - correspondante

Médias aux ordres, concurrents privés de temps d'antenne, opposants harcelés : la campagne électorale menée par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, en vue de sa réélection semblait sous contrôle avant d'être rattrapée par les mauvaises performances de l'économie. A un mois des élections législatives et présidentielle anticipées par M. Erdogan au 24 juin, la population s'inquiète de voir ses revenus fondre tandis que les prix grimpent.

La monnaie locale, la livre turque, ne cesse de se déprécier, l'inflation est à deux chiffres (10,8 % en rythme annuel), le déficit des comptes courants se creuse, les entreprises du secteur privé tentent de restructurer leurs dettes auprès des banques, les investisseurs fuient, la confiance s'érode. Selon une enquête menée en avril par le centre d'études de l'opinion Metropoll, 50 % des personnes in-

terrogées déplorent une « détérioration de leur niveau de vie » en 2018. « L'essence, les produits alimentaires, les vêtements, tout augmente d'heure en heure. Il faut que cela s'arrête », s'insurge Münever, une ménagère du quartier de Sisli.

Convaincu que la livre turque est son plus farouche adversaire, M. Erdogan a menacé le secteur financier d'« un lourd tribut à payer » si « des manipulations avec les investisseurs » étaient avérées. « Le lobby des taux d'intérêt est contre nous », a-t-il tonné lors d'un meeting de campagne, samedi 26 mai, à Erzurum, dans l'est de l'Anatolie, invitant ses militants à servir Dieu plutôt que les intérêts du financier et philanthrope américano-hongrois George Soros.

Victime ou pas d'un complot international ou d'une mauvaise gouvernance, le pays est à deux doigts de la crise monétaire. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la livre turque a perdu 17 % de sa valeur par rapport au dollar, une baisse deux fois plus importante que celles des autres monnaies émergentes.

## « Le Point » dénonce un « harcèlement »

L'hebdomadaire *Le Point* a dénoncé, dimanche 27 mai, une campagne de « harcèlement » contre son dernier numéro, dont la « une », présentant le président turc, Recep Tayyip Erdogan, comme un « dictateur », a fait l'objet de menaces dans le sud de la France. Vendredi, au Pontet (Vaucluse), un kiosquier a fait retirer l'affiche promotionnelle des façades de son point de vente sous la pression d'un groupe de militants pro-Erdogan. La « une » a été remise samedi, à la demande de la mairie.

**Recep Tayyip Erdogan (au centre), à Istanbul, le 4 mai. Photo fournie par le service de presse de la présidence turque.**

KAYHAN OZER/AFP



Mercredi 23 mai, alors que la livre dévisait de 5 %, la banque centrale a fini par relever, en fin de journée, l'un de ses taux directeurs afin d'enrayer la chute et de rassurer les investisseurs. Insuffisante, tardive, la mesure a fait l'effet d'un coup d'épée dans l'eau.

## Culte de la personnalité

Tétanisée par l'autoritarisme tonitruant du « Reis », la banque centrale rechigne à jouer son rôle, privilégiant les ajustements cosmétiques à la conduite d'une politique monétaire forte et indépendante. Difficile pour elle de relever ses taux quand le président Erdogan défend la logique inverse, à savoir qu'il vaudrait mieux selon lui baisser les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation.

Coutumier des théories économiques hétérodoxes, le président turc a récemment épouvané les marchés en foulant aux pieds le principe sacro-saint de l'indépendance de la banque centrale. S'exprimant devant un parterre de

banquiers et de gestionnaires de fonds d'investissement lundi 14 mai à Londres, il a déclaré qu'en cas de réélection, il déciderait seul de la politique monétaire du pays, « n'en déplaise à certains ».

Une mise au point est venue du Fonds monétaire international (FMI). « Certains commentaires ont alarmé les investisseurs sur le fait que la banque centrale de Turquie pourrait être dirigée, commandée ou influencée par le pouvoir politique », a déclaré Christine Lagarde, la présidente du FMI, prompt à rappeler qu'en matière de politique monétaire « mieux vaut laisser le gouverneur de la banque centrale faire le boulot ».

L'argument du complot, avancé à l'envi par les islamocconservateurs, suffira-t-il à convaincre les électeurs ? Touchés au porte-monnaie, ces derniers pourraient manifester leur mécontentement dans les urnes. Car la prospérité économique qui était jusqu'ici la mesure de fabrique de M. Erdogan et de son Parti de

## Ne se fiant qu'au cercle étroit de ses conseillers et aux médias qu'il contrôle, Erdogan prononce deux à trois discours par jour

la justice et du développement (AKP, islamocconservateur) n'est plus au rendez-vous. L'autoritarisme, le culte de la personnalité, la paralysie des institutions ont pris le pas sur le pragmatisme et sur l'ouverture des débats.

Se fiant uniquement au cercle étroit de ses conseillers et aux médias qu'il contrôle, M. Erdogan prononce deux ou trois discours par jour dans lesquels il a tendance à se répéter, sans offrir d'autre idée que celle de son pouvoir absolu. « Il serait faux de dire

qu'il n'y a aucune fatigue », a-t-il néanmoins reconnu dans une interview diffusée par la chaîne TRT mercredi, le jour où la livre turque dévisait.

D'économie, il ne fut absolument pas question. Les deux journalistes qui menaient l'interview étaient dans leurs petits souliers. « Le président n'est-il pas fatigué par tous ces déplacements ? Quand trouve-t-il le temps de dormir ? A-t-il eu le temps seulement pour un iftar [repas de rupture du jeûne] avec ses enfants et ses petits-enfants ? »

Réponse de l'interviewé : « Hier soir justement, je l'ai fait. Avec ma femme nous sommes allés prendre un repas d'iftar chez deux indigents à Baglum [un quartier populaire d'Ankara]. Très vite, une foule énorme a envahi le quartier. Alors j'ai demandé à Hasan, mon secrétaire, pourquoi nous étions venus avec ma voiture de fonction. Si on avait pris un bus de campagne, j'aurais pu parler à ces gens. »

MARIE JÉGO

# De Wever tente de récupérer la mort d'une réfugiée kurde en Belgique

L'attitude du nationaliste flamand ébranle le gouvernement belge

BRUXELLES - correspondant

La mort de la petite Kurde irakienne Mawda, 2 ans, tuée par un policier sur une autoroute après une course-poursuite avec des passeurs, il y a dix jours, est devenue un sujet d'affrontement politique entre l'Alliance néoflamande (N-VA) et les autres partis du gouvernement fédéral belge. Le premier ministre, francophone, Charles Michel, tente d'arbitrer la querelle, qui a rebondi, jeudi 24 mai, quand Bart De Wever, président du puissant parti nationaliste, a accusé les parents d'être en partie responsables de la mort de la fillette. « Aussi tragique que soit la mort d'un enfant, par nature innocent, il est permis de souligner la responsabilité des parents. Ne parler d'eux qu'en termes de victimes n'est pas correct », a déclaré M. De Wever, sur la chaîne VTM. Il critiquait aussi ce qu'il estime être « l'instrumentalisation » de la mort de la petite fille « pour donner satisfaction aux lobbys favorables à l'ouverture des frontières ».

Répondant au dirigeant nationaliste, l'avocat Alexis Deswaef, président jusqu'à samedi 26 mai de la Ligue des droits de l'homme, se demande si M. De Wever ne voulait pas, en fait, masquer les responsabilités de membres de son parti : Jan Jambon est le ministre N-VA de l'intérieur et son collègue Theo Francken est chargé des questions migratoires. Pour M<sup>e</sup> Deswaef, le dirigeant de la N-VA

s'est emparé de ce dossier sensible pour « salir les parents afin de conduire l'opinion à s'éloigner du cœur du dossier, celui d'un drame qui est la conséquence de la politique menée par les cabinets ministériels de MM. Francken et Jambon ».

M. De Wever a révélé que les parents de Mawda avaient déjà tenté d'entrer illégalement au Royaume-Uni, d'où ils furent refoulés, et qu'ils avaient déjà été interceptés à trois reprises sur le territoire belge. Or, ces données sont consignées dans un dossier de l'Office des étrangers.

## Conducteur non identifié

Le traitement réservé aux passeurs, généralement désignés comme les premiers responsables du drame survenu près de Mons, pose, lui aussi, des questions. Le conducteur de la camionnette n'a, à ce stade, toujours pas été identifié. Il se serait mélangé aux migrants kurdes, qui ont refusé de le dénoncer. Il a peut-être été enfermé dans un centre de rétention, avec cinq autres personnes. Mais il a peut-être aussi été relâché, comme la majorité de la vingtaine de personnes appréhendées à l'issue de la poursuite sur près de 60 km. Elles étaient pourtant toutes des témoins potentiels.

Jugés « abjects » par l'ex-premier ministre (PS) Elio Di Rupo, les propos tenus par M. De Wever contrastent, en tout cas, avec ceux de Charles Michel. La semaine dernière, le chef du gouvernement

évoquait « une tragédie » et promettait une réaction « digne d'une grande démocratie » : une enquête impartiale et l'éventuel octroi d'un titre de séjour aux parents, à condition, cependant, qu'ils collaborent au démantèlement du réseau de passeurs qui les véhiculaient de l'Allemagne vers le Pas-de-Calais. M. Michel a ensuite refusé de se prononcer sur les responsabilités.

Au sein de sa majorité, les commentaires sont plus cinglants. « Celui qui perd un enfant a droit à la compassion, pas au blâme, quelles que soient les circonstances », a déclaré Wouter Beke, président des Chrétiens démocrates et flamands. « Lors de drames humains, soyons simplement humains », insiste Gwendolyn Rutten, présidente des Libéraux et démocrates flamands. Malgré le tollé, M. De Wever n'a pas corrigé ses propos.

« De Wever mise sur le réflexe antimitigrants et sur la critique de l'Europe, impuissante à régler cette question. C'est habile, cela peut malheureusement payer et permettre de drainer des électeurs de l'extrême droite sans briser le cordon sanitaire avec le Vlaams Belang », analyse un député francophone de la majorité. Puiser dans les réserves de cette formation, alliée au FN de Marine Le Pen, à Strasbourg, représente effectivement l'un des objectifs du maire d'Anvers pour préserver la suprématie de son parti. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

## COLOMBIE Un second tour présidentiel droite-gauche inédit en juin

Le candidat de la droite dure, Ivan Duque, 41 ans, est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle en Colombie, dimanche 27 mai, mais devra affronter le candidat de gauche « antisystème » Gustavo Petro, 58 ans, lors d'un second tour, le 17 juin. Novice en politique, Ivan Duque n'a pas réussi à imiter son mentor, l'ex-président Alvaro Uribe (2002-2010), élu deux fois dès le premier tour. Dans ce scrutin marqué par une abstention de 47 %, Ivan Duque a remporté 39,14 % des voix, devançant Gustavo Petro, l'ancien maire de Bogota et ex-militant de la rébellion du M-19 dissoute, à 25,08 %. — (AFP)

## IRLANDE Les électeurs votent à 66,4 % pour le droit à l'avortement

Selon les résultats définitifs annoncés samedi, les Irlandais ont exprimé un oui écrasant en faveur de la libéralisation de l'avortement lors du référendum organisé vendredi 25 mai dans ce pays à forte tradition catholique. Les électeurs se sont prononcés à 66,4 % pour l'abrogation de l'interdiction constitutionnelle de l'avortement, 33,6 % ayant voté non lors d'un scrutin où la participation a atteint 64,1 %. « C'est une révolution tranquille », a réagi le premier ministre irlandais, Leo Varadkar. Il y a trois ans, l'Irlande avait déjà légalisé, par référendum, le mariage homosexuel. — (AFP)

# En Espagne, Podemos épargne son chef

Pablo Iglesias gagne un plébiscite interne pour faire taire les critiques sur sa villa

MADRID - correspondance

Le leader de la gauche radicale espagnole, Pablo Iglesias, pourra plonger sans remords dans sa piscine. Ou presque. Les militants de son parti, Podemos, lui ont majoritairement accordé leur soutien, après la polémique suscitée par l'achat de sa villa cossue, pour plus de 600 000 euros, à Galapagar, à 40 km de Madrid. A la question « Veux-tu que Pablo Iglesias et Irene Montero [sa compagne, porte-parole du parti] continuent à la tête de Podemos ? », 68 % des adhérents consultés entre mardi 22 et dimanche 27 mai ont répondu oui. Le résultat annoncé dimanche est cependant décevant : en 2017, Pablo Iglesias avait été réélu secrétaire général avec 89 % des voix. « Mon obligation est de rester à la tête de Podemos (...) Je l'assume avec plus d'enthousiasme et de maturité que jamais », a affirmé M. Iglesias.

Ces deux dernières semaines, les images de la villa avec piscine que le couple a achetée en s'endettant sur trente ans ont provoqué des commentaires sarcastiques à droite comme à gauche sur « l'hyppocrisie » et « l'incohérence » de M. Iglesias, qui dénonçait jusqu'ici la « caste » politique, qui vit dans des « villas dans des lotissements » ou achète « un penthouse de 600 000 euros ». Les photos ont aussi suscité l'indignation de militants de Podemos, en particulier

au sein du courant anticapitaliste, incarné par le maire de Cadix, qui a averti Pablo Iglesias que « les gens sont disposés à nous pardonner presque tout, mais pas que nous nous trompions de camp ».

## « Grave erreur stratégique »

« Pablo Iglesias a voulu rendre tout le parti responsable de son erreur, expliquait Billy Rodriguez, sympathisant de 74 ans, jeudi 24 mai à Madrid, en marge d'une réunion publique avec des députés européens de Podemos. Cette consultation est un pas de plus dans l'hyper-leadership. » « Iglesias a commis une grave erreur stratégique : la transformation sociale passe aussi par l'esthétique. Nous n'aspérons pas à ce que certains aient une maison de 600 000 euros mais à ce que tous en aient une de 150 000 », résumait Sergi Camarasa, 45 ans, employé dans une compagnie d'assurance. Il a vécu le plébiscite comme un « chantage », mais pour éviter une crise interne, il a opté, comme Billy, pour l'abstention.

« Une personne qui passe son week-end dans son jardin au bord de sa piscine ne va pas s'inquiéter si on me coupe l'électricité : il ne me représente plus », tranchait Guillermo Barcenas, serrurier de 49 ans. Podemos est actuellement quatrième dans les sondages, loin derrière le parti libéral Ciudadanos. ■

SANDRINE MOREL